

## SOMMAIRE

### 1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport, publié par l'UNESCO, met l'accent sur l'importance de la recherche et l'innovation dans le développement économique durable.



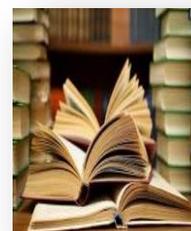
### 3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur la souveraineté numérique.



### 4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux relations internationales et aux questions globales, publiés en octobre 2015 ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



### 2. PUBLICATIONS DU MOIS

#### SOCIETE

► Indice de la faim dans le monde 2015: Conflits armés et le défi de la faim

► Comment va la vie ? Mesurer le bien-être 2015

#### SCIENCES & TECHNIQUES

► Tableau de bord 2015 de l'OCDE sur la science, la technologie et l'industrie

#### ECONOMIE

► Rapport global sur la compétitivité 2015-2016

#### ENVIRONNEMENT

► World Energy Outlook: Special Briefing for COP21

#### POLITIQUE

► EU Reform: Mapping out a state of flux

## ◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

### ► Rapport de l'UNESCO sur la science, vers 2030

**Tags : Science | 2030 | R&D | Croissance économique | Crise économique | Dépenses publiques | Energies renouvelables | Gouvernance | Innovation | Investissements privés |**

**S**elon ce rapport, la recherche pourrait être un vecteur de croissance et un facteur déterminant dans le développement de sociétés plus durables.

Malgré la survenue de la crise économique et financière en 2008, qui a affecté les économies industrialisées, les dépenses en matière de Recherche et Développement à l'échelle mondiale ont connu une forte progression de l'ordre de 31% entre 2007 et 2013.

Les États-Unis sont pionnières en R&D (28%), suivis de la Chine (20%) qui devance l'Union Européenne (19%) et le Japon (10%). Le reste du monde, environ de 67% de la population mondiale, n'affichent que 23% en matière de dépenses en R&D. Le rapport note que la croissance des dépenses en R&D est due, entre autres, aux investissements induits par le secteur privé, compensant la stagnation ou le repli des dépenses publiques dans un certain nombre de pays industrialisés, en l'occurrence la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Le rapport rappelle que les technologies déployées dans le secteur du développement durable sont considérées comme une nouvelle priorité pour de nombreux pays, particulièrement, du Sud, où 19 pays en Amérique latine ont adopté des politiques publiques appropriés aux énergies renouvelables. Des projets de même envergure sont mis en œuvre

dans les pays arabes. A titre d'illustration, le Maroc a ainsi inauguré le plus grand parc éolien sur le continent africain en 2014 et est en train de développer ce qui pourrait devenir la plus grande centrale solaire dans le monde. En 2015, l'Arabie saoudite, qui entame une reconversion dans l'énergie solaire, a annoncé le lancement d'un programme phare de développement en la matière.

Dans ce contexte marqué par un effort accru en faveur de la R&D, le nombre des chercheurs et le volume des publications ont également connu une hausse significative, d'autant plus que la mobilité des chercheurs constitue une tendance importante de la période actuelle. L'Union Européenne abrite un nombre assez élevé de chercheurs, avec une part mondiale de 22%, suivie de la Chine (19%) et des États-Unis (16,7%). Le rapport souligne également une forte augmentation des publications scientifiques, en hausse de 23% depuis 2008. Dans ce domaine, l'Europe occupe la première place avec un taux de (34%), suivie des États-Unis (25%), avec des parts respectives enregistrant un léger recul. Toutefois, la production scientifique chinoise s'est renforcée progressivement en cinq ans pour atteindre près de 20% du total mondial, alors qu'elle ne représentait que 5% des publications lors de la dernière décennie. Ce qui revient principalement au degré de la maturité du système de recherche chinois en termes d'investissement humains et matériels.

Le rapport révèle que la recherche demeure un univers dominé par les hommes. Le fossé entre hommes et femmes en termes de recherche se creuse davantage de part le pourcentage de la

représentation féminine qui ne dépasse pas 28,4% des chercheurs dans le monde et d'autre part les femmes ne bénéficient pas d'un accès aisé au financement au même titre que les hommes.

En guise de conclusion, le rapport incite les Etats à établir des

politiques qui favorisent le renforcement des liens entre le secteur privé, les universités et les institutions publiques de recherches.

**Source: UNESCO, 2015**

<http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002354/235407f.pdf> -2040

## ◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

### ◆◆◆ SOCIETE

#### ► **Indice de la faim dans le monde 2015: Conflits armés et le défi de la faim**

**Tags :** Sécurité alimentaire | Politique alimentaire | GHI | Conflits armés | OMD | Pauvreté | Sous-alimentation infantile |

**C**e rapport élabore une mesure multidimensionnelle de la faim tant à l'échelle nationale, régionale que mondiale, en l'occurrence l'Indice composite de la Faim dans le Monde (GHI).

Le rapport souligne que les pays ont réalisé des progrès importants dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, principalement en termes de la lutte contre la faim et la pauvreté. Cependant, le taux de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est estimé à près d'un milliard de personnes et ce sont 795 millions souffrant de la malnutrition aiguë.

Dans l'indice de la faim dans le monde (GHI), l'insuffisance pondérale infantile, seul indicateur de la sous-alimentation infantile, a été remplacé par l'émaciation et le retard de croissance infantile. L'évaluation du

GHI montre qu'en dépit des progrès réalisés en termes de réduction de la

faim depuis 2000, les niveaux de sécurité alimentaire demeure très bas, particulièrement dans 52 pays, situés principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, enregistrant ainsi les scores les plus élevés dans l'indice GHI 2015, respectivement 32,2 et 29,4. En revanche, les scores GHI des autres régions du monde représentent des niveaux de faim modérés ou bas.

Le rapport a retenu comme thème central les conflits armés qui représentent la cause majeure des situations de famine ou de malnutrition aiguë puisque ceux-ci portent atteinte aux systèmes alimentaires, détruisent les moyens de subsistance et poussent les populations à migrer.

Le rapport souligne que parmi les accomplissements remarquables est l'éradication des famines calamiteuses et la diminution du taux de personnes susceptibles de mourir de faim.



Nombre de pays par niveau de GHI

Afin d'enrayer la faim aiguë à l'horizon 2030, le rapport recommande certaines actions, notamment :

- la mise en place de mécanismes plus efficaces pour la prévention et la résolution des conflits armés.
- Le développement de politiques alimentaires.
- Le renforcement de l'action humanitaire internationale et des politiques sociales adaptées.

**Source: IFPRI, 2015**

<http://www.ifpri.org/node/14629>

## ► Comment va la vie ? Mesurer le bien-être 2015

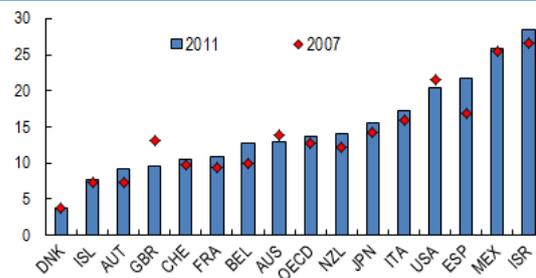
**Tags : Société | OCDE | Bien être | Pauvreté monétaire | Croissance inclusive | Chômage | Inégalités | PIB | Crise économique |**

La montée des inégalités se répercute inéluctablement sur le bien-être des populations, surtout les enfants qui en constituent les principales victimes.

L'étude de l'OCDE rappelle que la crise économique a contribué à l'accroissement du taux de pauvreté infantile dans deux tiers des pays de l'OCDE, d'autant plus que la pauvreté monétaire concerne un enfant sur sept dans cette zone, tandis que 10 % des enfants sont issus de familles sans emploi.

OCDE, 2015

**Le taux de pauvreté des enfants a augmenté avec la crise**  
% d'enfants dans des foyers avec moins de 50 % du revenu médian



L'étude rappelle que les inégalités en termes de bien-être sont dus principalement à la montée graduelle du chômage de longue durée enregistrée depuis 2009 et qui touche la catégorie des jeunes de manière plus prononcée.

L'étude met l'accent sur l'importance du bénévolat qui participe de manière significative au bien-être des individus et dont la valeur est estimée à environ 2 % du PIB, en moyenne dans les pays de l'OCDE. De plus, elle plaide pour une croissance plus inclusive qui prend en considération l'être-humain et la qualité de vie, sans se limiter au PIB.

**Source : OCDE, 2015**

<http://www.oecd.org/fr/social/comment-va-la-vie-23089695.htm>

## ◆ SCIENCES & TECHNIQUES

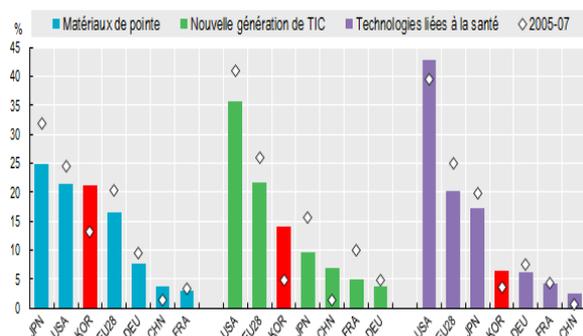
### ► Tableau de bord 2015 de l'OCDE sur la science, la technologie et l'industrie

**Tags: OCDE | Recherche et Développement | Technologies de pointe | États-Unis | Japon |**

Selon ce rapport, les pays devraient augmenter leurs investissements en matière de Recherche et Développement à long terme, afin de développer les technologies de pointe qui pourraient façonner plusieurs domaines futures, dont l'industrie, la santé et le secteur de communication.

Le rapport souligne qu'en termes de brevets, les États-Unis, le Japon et la Corée se présentent comme étant les plus inventifs dans les domaines des matériaux de pointe, de la santé et des technologies de l'information et de la communication et détenaient à eux trois plus de 65 % des familles de brevets en Europe et aux États-Unis et devançaient l'Allemagne, la France et la Chine au cours de la période 2010-2012. La Corée représente un acteur majeur en matière des technologies de pointe. Ses dépenses publiques de R-D ont connu un accroissement en termes réels depuis 2000, pour atteindre 1,2 % du PIB en 2014.

### Principaux acteurs en technologies de pointe, variation entre 2005-2007 et 2010-2012



Pour ce qui est des pays de l'OCDE, les dépenses totales de Recherche & Développement ont connu une hausse estimée de 2,7% en termes réels en 2013, pour atteindre 1100 milliards USD. Cette augmentation est tirée principalement par l'engagement du secteur privé dans le développement d'applications spécifiques apportant des progrès aux versions antérieures. Les pays ont multiplié leurs dépenses de R-D durant la crise économique, afin d'apporter un soutien aux entreprises. Cependant, le financement de la R-D par les organismes publics a connu depuis 2010 une stabilisation, voire un déclin, ce qui pourrait fragiliser les systèmes scientifiques et de recherche dans de nombreuses économies avancées.

En conclusion, le rapport rappelle que les États devraient maintenir le niveau d'investissement en faveur de la recherche, susceptible d'apporter des solutions novatrices aux enjeux et défis mondiaux, notamment le changement climatique et déboucher sur des inventions d'une grande utilité pour un éventail d'utilisateurs potentiels.

Source: OCDE, 2015

<http://www.oecd.org/science/oecd-science-technology-and-industry-scoreboard-20725345.htm>

## ◆◆◆ ECONOMIE

### ► Rapport global sur la compétitivité 2015-2016

Tags : **Economie** | **Inégalités** | **Croissance économique** | **Inclusion sociale** | **Emploi** | **Transferts fiscaux** |

**S**elon ce rapport, les pays devraient développer leur productivité afin de pallier la stagnation de la croissance mondiale et l'élévation du taux de chômage.

En l'absence de réformes structurelles de long terme favorisant la productivité, l'économie mondiale risque de ne pas être en mesure d'améliorer le bien-être des populations, de réduire les taux élevés de chômage et de renforcer la résistance par rapport aux futures récessions économiques.

Le rapport établit une évaluation de la période 2015-2016 des facteurs de productivité et de prospérité dans 140 économies, selon l'indice mondial de la compétitivité (GCI – Global Competitiveness Index). Il propose une corrélation entre les pays très compétitifs et ceux ayant résisté à

la crise économique internationale ou s'en étant rétablis rapidement. Le rapport souligne que l'absence, en particulier au sein des marchés émergents, d'amélioration de la compétitivité depuis la récession pourrait engendrer de futures perturbations de l'économie mondiale.

Dans l'Indice mondial de la compétitivité, la Suisse occupe pour la 7<sup>ème</sup> année consécutive le premier rang du classement. Singapour et les États-Unis se situent respectivement en 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> position. Toutefois, l'accès aux études et aux formations de haute qualité et aux marchés du travail demeure inégalement réparti entre les pays, notamment au Proche-Orient où les conflits géopolitiques et le terrorisme aggravent la situation, d'où l'intérêt de se concentrer sur des réformes de l'environnement économique et sur le renforcement du secteur privé.

Enfin, le rapport souligne que les pays devraient accorder la priorité aux défis majeurs tels que le chômage et la réduction des inégalités de revenus, notamment par la mise en œuvre de réformes et l'intensification des investissements dans des domaines tels que l'innovation et les marchés du travail, favorisant ainsi l'épanouissement des ressources humaines et l'esprit d'entreprise.

**Source: World Economic Forum, 2015**  
<http://reports.weforum.org/global-competitiveness-report-2015-2016/>

## ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

### ► World Energy Outlook: Special Briefing for COP21

**Tag: COP21 | INDC | Climat | 2030 | 2100 | Energie | Technologies bas-carbone |**

**C**e rapport propose une évaluation détaillée des implications des engagements climatiques relatifs aux émissions de GES en préparation du sommet sur le climat à Paris (COP21).

Le rapport souligne que si tous les pays parviennent à atteindre les objectifs énoncés dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national (INDC), l'accroissement des émissions de GES, qui représentent les deux tiers des émissions totales, pourrait connaître un ralentissement à l'horizon 2030.

Le rapport estime, également, que la trajectoire établie par toutes les INDCs actuellement soumises par plus de 150 pays serait compatible avec une élévation de la température moyenne mondiale estimée à environ 2,7°C à l'horizon 2100, en dessous du seuil convenu de 2°C.

Les INDCs soumis par les gouvernements en amont de la COP21 prennent en considération les émissions liées au secteur de l'énergie et engagent des mesures spécifiques pour y remédier. Le respect des engagements des pays pourrait contribuer soit à la stagnation de leurs émissions de carbone liées à l'énergie, soit à leur déclin à l'horizon 2030. Dans le secteur de l'électricité, 70% de la production supplémentaire serait sobre en émission de carbone à l'horizon de 2030.

Enfin, le rapport précise que la mise en œuvre des engagements climat implique nécessairement des investissements importants en termes d'innovation dans le secteur de l'énergie et le déploiement de technologies bas-carbone sur la période 2015-2030 et ce, en vue de permettre d'atteindre l'objectif climatique mondialement convenu de limitation de la hausse de la

## ◆◆◆ POLITIQUE

### Implementation of Security Council resolution 2178 (2014) by States affected by foreign terrorist fighters

**Tags:** Terrorisme | Menaces sécuritaires | Combattants terroristes étrangers | ONU | Internet | Coopération internationale |

Selon ce rapport publié par le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'ONU et ses Etats membres devraient multiplier les efforts afin de faire face aux menaces sécuritaires croissantes suscitées par le phénomène des combattants terroristes étrangers.

Le rapport souligne que l'année dernière a été marquée par un ensemble de mesures efficaces de lutte contre le phénomène des combattants terroristes étrangers, notamment le renforcement des contrôles aux frontières et l'interdiction de voyage de personnes suspectées de rejoindre les groupes terroristes en Syrie et en Iraq.

Les entreprises privées jouent également un rôle important dans la lutte contre le terrorisme. Elles contribuent à contenir la propagande terroriste et le recrutement d'éventuels combattants étrangers. De plus, la plupart des États membres se sont engagés dans la surveillance des

température moyenne mondiale à 2 °C.

**Source: AIE, 2015**

<https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015SpecialReportonEnergyandClimateChangeExecutiveSummaryUKversionWEB.PDF>

réseaux d'internet pour lutter contre les incitations éventuelles à exécuter des actes terroristes. Par ailleurs, plusieurs États ont mis en application des législations qui exigent aux fournisseurs de services Internet la conservation et l'enregistrement de données des utilisateurs afin de faciliter l'identification des auteurs.

Malgré toutes ces mesures, les États membres et la communauté internationale n'arrivent pas à endiguer le phénomène du terrorisme. En effet, tous ceux qui souhaitent se joindre à une organisation terroriste ou se rendre dans une zone de conflit parviennent relativement aisément à établir un contact anonyme direct avec un recruteur terroriste.

D'après le rapport, seuls 51 États ont mis en place des programmes d'information préalable, munis de données sur les voyageurs, permettant d'améliorer la sécurité au niveau des frontières et de l'espace aérien. Le rapport fait ressortir que la moitié seulement de ces 51 États utilisent ces systèmes convenablement dans la pratique.

Sur un autre registre, le rapport souligne que la question de la coopération internationale en matière de terrorisme souffre de flexibilité. Il convient à la communauté internationale de faire un meilleur usage des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies

sur les combattants terroristes et de tirer profit des outils mis à disposition des Etats.

Face à la hausse des flux des combattants terroristes étrangers issus de plus de 100 pays, le rapport recommande aux Etats membres de consolider et intensifier les efforts, en renforçant les systèmes sécuritaires et la capacité de prévention dans tous

les domaines, avec plus de flexibilité et de réactivité.

**Source: Comité contre le terrorisme du  
Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015**  
[http://www.un.org/en/sc/ctc/docs/2015/N  
1527297\\_EN.pdf](http://www.un.org/en/sc/ctc/docs/2015/N1527297_EN.pdf)

## ◆◆◆◆◆ CONCEPTS EMERGENTS

### **Justice climatique**

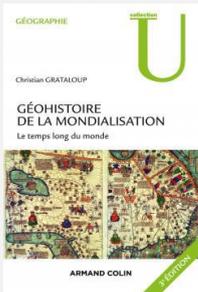
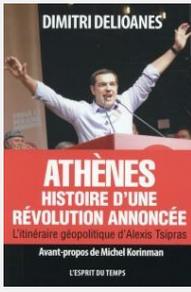
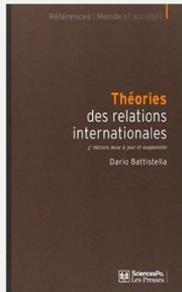
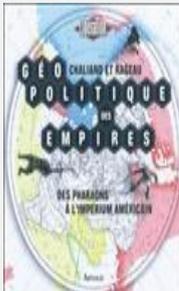
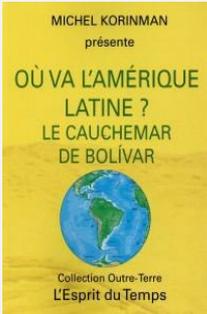
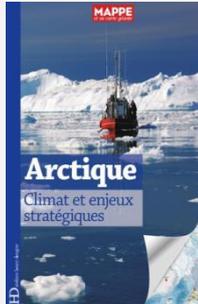
La justice climatique est un concept de plus en plus utilisé dans les discours environnementaux pour qualifier certains des objectifs éthiques qui constituent la base des négociations internationales sur le changement climatique.

La Convention Cadre des Nations-Unies pour le Changement Climatique dès sa ratification en 1992 introduit des notions « d'équité, de responsabilités

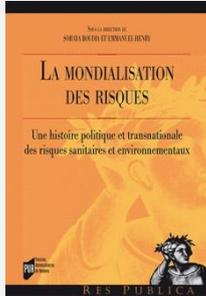
communes, de différenciation, de générations présentes et futures» qui renvoient à cette démarche éthique qui caractérise les discours environnementaux. « Il incombe aux parties de préserver (les Etats) le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures, sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives » (CNUCC, 1992, alinéa 5).

## ◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions structurelles ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>Christian Grataloup (2015), Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde</p> 	<p>Dimitri Delionanes (2015), Athènes : histoire d'une révolution annoncée. L'itinéraire géopolitique d'Alexis Tsipras</p> 	<p>Dario Battistella (2015), Théories des relations internationales</p> 
<p>Gérard Chaliand, Jean-Pierre Rageau(2015), Géopolitique des empires</p> 	<p>Michel Korinman (2015), Où va l'Amérique Latine ? Le cauchemar de Bolivar</p> 	<p>Collectif (2014), Arctique. Climat et enjeux stratégiques</p> 

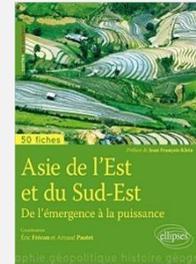
Soraya Boudia & Emmanuel Henry (2015), La mondialisation des risques. Une histoire politique et transnationale des risques sanitaires et environnementaux



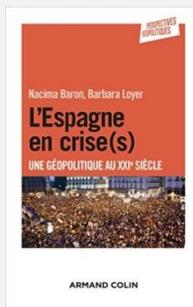
Pascal Boniface & Hubert Vedrine (2015), Atlas du monde global. 100 cartes pour comprendre un monde chaotique



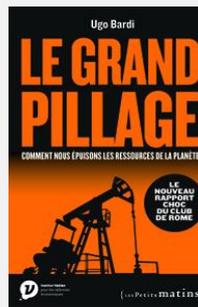
Eric Frécon et Arnaud Pautet (2015), Asie de l'Est et du Sud-Est. De l'émergence à la puissance



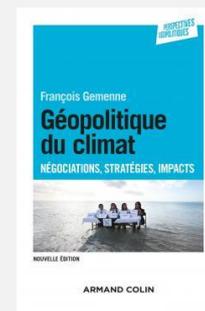
Nacima Baron et Barbara Loyer (2015), L'Espagne en crise(s)



Ugo BARDI (2015), Le Grand Pillage. Comment nous épuisons les ressources de la planète



François Gemenne, Géopolitique du climat. Négociations, stratégies, impacts



# INDEX DES TAGS

<b>2</b>	
<b>2030</b> .....	2, 6
<b>2100</b> .....	6
<hr/>	
<b>B</b>	
<b>Bien être</b> .....	4
<hr/>	
<b>C</b>	
<b>Chômage</b> .....	4
<b>Climat</b> .....	6
<b>Combattants terroristes étrangers</b> .....	7
<b>Conflits armés</b> .....	3
<b>Coopération internationale</b> .....	7
<b>COP21</b> .....	6
<b>Crise économique</b> .....	2, 4
<b>Croissance économique</b> .....	2, 5
<b>Croissance inclusive</b> .....	4
<hr/>	
<b>D</b>	
<b>Dépenses publiques</b> .....	2
<hr/>	
<b>E</b>	
<b>Economie</b> .....	5
<b>Emploi</b> .....	5
<b>Energie</b> .....	6
<b>Energies renouvelables</b> .....	2
<b>Environnement</b> .....	2
<b>États-Unis</b> .....	4
<hr/>	
<b>F</b>	
<b>FAO</b> .....	4
<hr/>	
<b>G</b>	
<b>Géopolitique</b> .....	7
<b>GHI</b> .....	3
<b>Gouvernance</b> .....	2
<hr/>	
<b>I</b>	
<b>Inclusion sociale</b> .....	5
<b>INDC</b> .....	6
<hr/>	
<b>Inégalités</b> .....	4, 5
<b>Innovation</b> .....	2
<b>Internet</b> .....	7
<b>Investissements privés</b> .....	2
<hr/>	
<b>J</b>	
<b>Japon</b> .....	4
<b>Justice climatique</b> .....	9
<hr/>	
<b>M</b>	
<b>Menaces sécuritaires</b> .....	7
<hr/>	
<b>O</b>	
<b>OCDE</b> .....	4
<b>OMD</b> .....	3
<b>ONU</b> .....	7
<hr/>	
<b>P</b>	
<b>Pauvreté</b> .....	3
<b>Pauvreté monétaire</b> .....	4
<b>PIB</b> .....	4
<b>Politique alimentaire</b> .....	3
<hr/>	
<b>R</b>	
<b>R&amp;D</b> .....	2
<b>Recherche et Développement</b> .....	4
<hr/>	
<b>S</b>	
<b>Science</b> .....	2
<b>Sécurité</b> .....	3
<b>Sécurité alimentaire</b> .....	3
<b>Société</b> .....	4
<b>Sous-alimentation</b> .....	3
<hr/>	
<b>T</b>	
<b>Technologies bas-carbone</b> .....	6
<b>Technologies de pointe</b> .....	4
<b>Terrorisme</b> .....	7
<b>Transferts fiscaux</b> .....	5